**Formulaire FD 12**

20 No

Cour suprême de la Nouvelle-Écosse

(Division de la famille)

Entre :

Le requérant

et

Le corequérant

**Affidavit à l’appui d’un divorce non contesté (requête conjointe)**

Nous déclarons sous serment et produisons en preuve ce qui suit :

1. Nous, et , sommes les requérants dans la présente instance.

2. Nous avons déposé une requête conjointe en divorce le 20 , et le présent affidavit fournit les éléments de preuve nécessaires.

3. Nous avons une connaissance directe des preuves déposées sous serment dans cet affidavit à moins d’indication contraire voulant qu’elles soient fondées sur des renseignements ou des croyances.

4. Nous déclarons, dans cet affidavit, la source de tout renseignement qui n’est pas fondé sur notre connaissance directe, et nous déclarons notre croyance à l’égard de la source.

**Requête, compétence et détails du mariage**

5a. Nous confirmons que tous les renseignements contenus dans la demande de divorce sont véridiques et exacts au mieux de notre connaissance, et que vit à et vit à

5b. Le requérant a résidé habituellement en Nouvelle-Écosse pendant au moins un an avant le jour de la signature de la présente demande, et plus particulièrement depuis le .

5c. Les détails du mariage sont les suivants :

* Date du mariage :
* Lieu du mariage :
* Noms de famille et prénoms le jour avant le mariage

Le requérant :

Le corequérant :

* Genre le jour avant le mariage

Le requérant : ☐ masculin ☐ féminin ☐ autre

Le corequérant : ☐ masculin ☐ féminin ☐ autre

* Statut matrimonial durant le mariage

Le requérant : ☐ jamais marié/célibataire ☐divorcé

Le corequérant : ☐ jamais marié/célibataire ☐divorcé

* Lieu et date de naissance

Le requérant :

Le corequérant :

**États financiers**

6. Les états financiers déposés demeurent véridiques et exacts au mieux de notre connaissance [*. / à l’exception des corrections ou changements suivants :*  fournir les détails .]

**Réconciliation**

7. Il n’y a aucune possibilité de réconciliation entre le requérant et le corequérant.

**Motif**

8. Nous demandons le divorce pour cause d’échec permanent du mariage et, plus particulièrement, parce que le corequérant et moi vivons séparément depuis [date] . Nous vivions séparément à la date d’introduction de l’instance et avons vécu séparément pendant au moins un an immédiatement avant le prononcé de la décision sur l’action en divorce.

**Collusion**

9. Il n’y a pas eu de collusion relativement aux présentes instances.

**Entente écrite ou ordonnance judiciaire antérieure**

10. Ci-joint est une copie conforme de [*l’entente écrite conclue entre le corequérant et moi-même datée du 20 ,* */ de l’ordonnance judiciaire datée du 20 ,* / décrire la combinaison d’entente écrite et d’ordonnance judiciaire faisant état de mesures accessoires ,] à titre de règlement de toutes les questions accessoires.

**Enfants**

11. Aucun enfant n’est issu du mariage tel qu’il est décrit dans la *Loi sur le divorce*.

[ou]

[Si ces paragraphes sont utilisés, les renuméroter ainsi que les paragraphes qui suivent dans l’ordre]

11a. Les noms complets et les dates de naissance des enfants sont les suivants : [fournir les détails] .

11b. [Définir en termes généraux les dispositions prises à l’égard de la responsabilité décisionnelle, du temps parental et arrangements parentaux dans l’entente.]

11c. Il n’y a, et il n’y a eu, *aucune* autre instance ou circonstance entre les parties ou ayant une incidence sur le bien-être ou la sécurité des enfants/parties.

OU

11c. Il y a, ou a eu, autre instance entre les parties, ou instances/circonstances affectant ou le bien-être ou la sécurité des enfants/parties, dont les détails figurent dans le tableau suivant :

|  |  |
| --- | --- |
| Type d’instance(s) et numéro de dossier du tribunal | [fournir le numéro de dossier du tribunal et décrire le type d’instance, par exemple une procédure civile, de protection, criminelle ou autre] |
| Ordonnance(s) ou autre mesure | [décrire toute ordonnance pertinente, y compris une ordonnance de protection de la sécurité d’une personne, un engagement, un engagement à ne pas troubler l'ordre public, une condition, etc.] |
| Circonstance(s) | [décrire] |

11d. [Définir en termes généraux les dispositions de l’entente relatives à la pension alimentaire pour enfants, de même que l’emploi actuel et le revenu annuel des parties. Si aucune pension alimentaire pour enfants ne sera versée ou si le montant diffère considérablement des *Lignes directrices*, expliquer pourquoi.]

11e. [Renvoyer à toute prestation maintenue ou acquise pour l’enfant, notamment une couverture de soins médicaux, dentaires et d’assurance-médicaments, une assurance-vie, etc.]

11f. [Expliquer le fondement selon lequel les requérants concluent que l’entente prévoit des dispositions raisonnables pour assurer le soutien des enfants.]

11g. [Présenter les détails de toute ordonnance du tribunal ou de toute demande d’ordonnance du tribunal relative aux droits de visite, aux interactions ou aux modalités parentales avec les enfants issus du mariage par une personne qui n’est pas une partie à la présente, y compris le nom des parties et le numéro de dossier du tribunal.]

**Pension alimentaire pour le conjoint**

12. Aucune pension alimentaire ne sera versée par l’une ou l’autre des parties.

[ou]

12. [Définir en termes généraux les dispositions de l’entente relatives à la pension alimentaire pour le conjoint. Si l’emploi actuel et les revenus annuels ne sont pas indiqués ci-dessus sous « Enfants », fournir ces précisions ici.]

**Dépens**

13. Nous ne cherchons à obtenir aucuns dépens.

[ou]

[Si ces paragraphes sont utilisés, les renuméroter ainsi que les paragraphes qui suivent dans l’ordre]

13a. Je cherche à obtenir des dépens au montant de [ $] .

13b. [Indiquer le fondement de la demande d’obtention de dépens ainsi que le montant.]

**Demande de mesure réparatoire**

14. Nous demandons à cette honorable Cour d’accorder notre requête sollicitant une ordonnance de divorce. Nous demandons également à ce que les modalités et conditions de [*notre entente écrite datée du 20 /l’ordonnance judiciaire datée du 20 / notre entente écrite datée du 20 et l’ordonnance judiciaire datée du 20* ] soit incorporée à l’ordonnance de mesures accessoires et en fasse partie intégrante.

15. [Définir toute mesure spéciale ou circonstance inhabituelle ayant une incidence sur la mesure réparatoire, le cas échéant, et renuméroter tout paragraphe restant au besoin]

**Changement de nom** [supprimer cette section si elle ne s’applique pas]

16. Je demande une ordonnance en vue de changer mon nom de [nom complet actuel] à [nom complet, y compris le(s) deuxième(s) prénom(s)] .

17. Le nom que je portais avant mon mariage à [*requérant / corequérant*] était [nom avant le mariage] . Mon nom à la naissance était , et ma date de naissance est le [fournir des précisions telles que le nom sur le certificat de naissance, y compris le(s) deuxième(s) prénom(s)] .

*Déposé sous serment*/*Affirmé* devant moi)

le 20 )

à , )

)

)

­\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ ) \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Signature de l’autorité Signature du requérant

Nom en caractères d’imprimerie :

Qualité officielle :

*Déposé sous serment*/*Affirmé* devant moi)

le 20 )

à , )

)

)

)

Signature de l’autorité Signature du corequérant

Nom en caractères d’imprimerie :

Qualité officielle :